

## ***Compte-Rendu du Conseil Municipal du 26 novembre 2007***

**Nombre d'élus :19**

**En fonctions : 18**

**Présents : 16**

**Sous la présidence de M. STRAUB, Maire**

**Etaient présents:** M. GRETHEN - NICOLAY - QUINIO - INFANTI – Mme ANTONIADIS Adjoints.

Mmes GAUGIN – ANTOINE – MAHIEU - PEUTOT

M. DHIOS - KAUFFER - OMINETTI - FLORI - VINCENT - BOYER -Conseillers.

**Absents :** Mme KASSAM  
M. NEYHOUSER

**Date d'envoi de la convocation : 22 novembre 2007**

**Secrétaire de séance : Monsieur FLORI**

### **Ordre du Jour**

1. Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 23 octobre 2007.
2. Budget supplémentaire 2007.
3. Finances – Réalisation d'un emprunt.
4. Vélo-Route « Charles le Téméraire » - Complément d'information
5. Personnel communal – Fixation des ratios « Promus/Promouvables » pour les avancements de grade.
6. Personnel communal – Modification du tableau des effectifs
7. Affaires scolaires – Crédits 2007/2008
8. Affaires scolaires – subvention ACDAP
9. Affaires scolaires – subvention USEP
10. Aliénation de terrains
11. Demande de subvention
12. Droits de stationnement 2007 – Actualisation
13. Droit de préemption urbain
14. Divers

## 1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 OCTOBRE 2007

- ♦ Avant d'aborder l'ordre du jour **M. FLORI** demande la parole. Il considère que, dans la mesure où Monsieur GRETHEN prépare une liste contre l'équipe actuellement en place en vue des prochaines élections municipales, il juge que cette démarche est incompatible avec le maintien de celui-ci au poste de premier Adjoint.
  - ♦ **M. GRETHEN** précise qu'il ne prépare pas de liste contre la Municipalité mais qu'il réunit une équipe pour le village.
  - ♦ **M. le Maire** prend la parole et rappelle que nous travaillons tous dans l'intérêt de SCY-CHAZELLES et que M. GRETHEN n'en a pas le monopole. Il pense que ce n'est ni le lieu ni le moment d'évoquer cette question même si la situation est effectivement anormale. De telles manifestations d'humeur au sein du Conseil étaient prévisibles même si elles sont tout à fait regrettables. Prévisibles, car depuis plusieurs mois M. GRETHEN entretient une situation ambiguë que beaucoup de conseillers ne comprennent pas puisque toutes les décisions importantes ont été prises depuis 12 ans à l'unanimité et que l'ensemble du Conseil a toujours poursuivi les mêmes objectifs dans l'intérêt de SCY-CHAZELLES et de ses habitants.
  - ♦ **M. GRETHEN** précise qu'il a décidé de constituer une nouvelle équipe afin d'apporter de nouvelles idées car il n'était pas d'accord avec la façon dont Monsieur le Maire constituait sa liste avec un renouvellement insuffisant de ses membres.
  - ♦ **M. le Maire** fait remarquer que la nouvelle liste comportera 12 nouveaux candidats sur 23 et qu'il y a donc un renouvellement très significatif.
  - ♦ **M. QUINIO** demande à intervenir. Dans un premier temps, il précise que la vie démocratique permet à chacun de faire son choix en son âme et conscience. Si M. GRETHEN ne se sent plus à l'aise avec notre groupe, il est tout à fait libre de préparer une liste et un programme pour les élections municipales. Par contre le maintien de M. GRETHEN dans ses fonctions est sujet à caution et une démission serait plus convenable.
- Aucune autre remarque n'ayant été formulée, le compte rendu du Conseil Municipal du 23 octobre 2007 est approuvé.

## 2) BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2007

### Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire donne lecture et commente en détail le projet de budget supplémentaire qui s'équilibre en dépenses et en recettes à

→ <b>Section de fonctionnement :</b>	<b>32 720 €</b>
→ <b>Section d'investissement :</b>	<b>114 300</b>

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**vote** le budget supplémentaire 2007 tel qu'énoncé ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

### 3) FINANCES – REALISATION D'UN EMPRUNT

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY fait part au Conseil des propositions de :

- ⇒Crédit Mutuel
- ⇒DEXIA Crédit local
- ⇒Caisse d'Épargne

recues en vue de la réalisation d'un emprunt de 170 000 € sur 15 ans (70 000 € prévus au Budget Primitif et 100 000 € prévus au Budget Supplémentaire) destiné au financement du programme des travaux 2007, à savoir :

**DEXIA :** 4,05 % indexé sur l'inflation

**CREDIT MUTUEL :** 4,50 % en taux fixe et 4,50 % en taux variable. Le taux est stipulé variable en fonction de l'indice Crédit Mutuel. Cet indice qui suit l'évolution du coût des ressources internes et externes du Crédit Mutuel garantit une fixité du taux pendant les deux premières années.

**CAISSE D'ÉPARGNE :** 4,56 % en taux fixe et 4,78 % (taux révisable préfixé sur index Euribor).

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** de contracter un emprunt de 170 000 € sur 15 ans auprès du **CREDIT MUTUEL** comme suit :

- 90 000 € au taux fixe de 4,50 % et
- 80 000 € au taux variable.

Adopté à l'unanimité.

### 4) VELO-ROUTE « CHARLES LE TEMERAIRE » - COMPLEMENT D'INFORMATION

**Rapporteur : Monsieur QUINIO**

Monsieur QUINIO rappelle au Conseil que la Commune par délibération du 11 septembre 2007 a donné son accord de principe concernant la répartition des dépenses entre les Communes de SCY-CHAZELLES, LONGEVILLE-lès-METZ et BAN ST MARTIN en fonction des mètres de chaque commune

Le Syndicat de Voirie de Metz Centre avait lancé une consultation de maîtrise d'œuvre sur honoraires forfaitaires. Une ouverture de plis a eu lieu le 13 septembre 2007 et l'offre du bureau d'études SEBA de Metz a été retenue pour un montant de 1 794 € TTC.

Le 3 octobre 2007, SEBA a présenté une étude préliminaire qui consistait à évaluer le montant des travaux incombant à chaque Commune en fonction de la longueur de la voirie mais également en fonction des particularités propres à chaque Commune, à savoir, pour SCY-CHAZELLES : la création d'un parking de 20 places aux abords de la Moselle sachant que la vélo-route sera interdite à tout véhicule motorisé.

#### **Découpage de l'estimation par Commune.**

<b>Découpage</b>	<b>Particularités</b>	<b>Longueur (ml)</b>	<b>Coûts (€HT)</b>
<b>BAN SAINT MARTIN</b>	Présence de deux entrées après passage sous voie ferrée	<b>720</b>	<b>64 080 €</b>
<b>LONGEVILLE lès METZ</b>	Passage sur une passerelle	<b>680</b>	<b>85 700 €</b>
<b>SCY-CHAZELLES</b>	Création d'une zone de stationnement de 20 places	<b>1700</b>	<b>213 500 €</b>

	<b>Total</b>	<b>3 100</b>	<b>363 280 €</b>
--	--------------	--------------	------------------

Ces travaux seront entrepris courant 2009 afin de permettre aux Communes de déposer toutes les demandes de subventions possibles auprès des différents organismes.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**confirme** son accord concernant sa participation aux différents frais et dépenses inhérents à cette opération (maîtrise d'œuvre, avis d'appel d'offres et d'attribution des marchés, reproduction et envoi des documents aux entreprises, réalisation des travaux, coordination de sécurité...) qui se feront au prorata des coûts d'objectifs respectifs définitifs.

Adopté à l'unanimité.

#### **5) PERSONNEL COMMUNAL – FIXATION DES RATIOS PROMUS/PROMOUVABLES POUR LES AVANCEMENTS DE GRADE**

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire informe le Conseil que des nouvelles dispositions ont été introduites par la loi du 19 février 2007, d'application immédiate (article 49 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée).

Dorénavant, pour tout avancement de grade, le nombre maximal de fonctionnaires pouvant être promus est déterminé par un taux appliqué à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement.

Ce taux, appelé « ratio promus/promouvables » est fixé par l'Assemblée délibérante après avis du Comité Technique Paritaire (CTP). Il peut varier entre 0 et 100 %. Cette modalité concerne tous les grades d'avancement (pour toutes les filières) sauf ceux du cadre d'emplois des agents de police.

La Commune avait donc proposé au CTP d'envisager un ratio unique de 100 % pour les catégories A, B et C. Le Comité Technique Paritaire a émis un avis favorable à cette demande en date du 15 octobre dernier.

Le Maire propose donc de fixer les ratios d'avancement de grade pour la Collectivité à 100 %.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** d'adopter les ratios ainsi proposés.

Adopté à l'unanimité.

#### **6) PERSONNEL COMMUNAL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY rappelle au Conseil que Monsieur Yannick EMO avait été proposé au tableau d'avancement de grade 2007 avec nomination au 1<sup>er</sup> janvier 2007 pour passer du grade d'adjoint technique 1<sup>ère</sup> classe au grade d'adjoint technique principal 2<sup>ème</sup> classe.

Cette proposition qui a été transmise au Centre de Gestion en début d'année 2007 a obtenu un avis favorable de la Commission Administrative Paritaire le 29 juin 2007.

Monsieur NICOLAY propose au Conseil de modifier le tableau des effectifs en conséquence. Monsieur EMO passe donc au grade d'Adjoint Technique Principal 2<sup>ème</sup> classe au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Il précise que si ce point n'a pas pu être présenté à un Conseil précédent c'est qu'avant toute nomination, la Commune devait encore fixer le ratio « Promus/Promouvables » après avis du Comité Paritaire (voir point précédent)

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** de modifier le tableau des effectifs comme suit :

<b>GRADE</b>	<b>Nombre d'agents au précédent tableau des effectifs</b>	<b>Nombre d'agents au nouveau tableau des effectifs</b>	<b>Nombre d'agents en fonction</b>
Directeur Général des services	1	1	0
Attaché	1	1	1
Adjoint Administratif 1 <sup>ère</sup> classe	1	1	1
Adjoint Administratif 2 <sup>ème</sup> classe	4	4	3
Brigadier Chef	1	1	1
Agent de Maîtrise Principal	1	1	1
Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe	1	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe	3	3	3
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 31h30	1	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 20 h	1	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 10 heures	1	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 15 heures	2	2	2
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe Juillet/Août	2	0	0
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe non titulaire	1	1	1
Adjoint du Patrimoine 2 <sup>ème</sup> classe	1	1	1
Adjoint d'Animation 2 <sup>ème</sup> classe	3	3	3
Agent spécialisé 2 <sup>ème</sup> classe des écoles maternelles	2	1	1
Agent spécialisé 1 <sup>ère</sup> classe des écoles maternelles	1	2	2
Contrat d'Accompagnement à l'Emploi	8	8	6
Contrat d'avenir	2	2	2
<b>TOTAL</b>	<b>38</b>	<b>38</b>	<b>32</b>

- **autorise** le Maire à pourvoir les postes vacants.

Adopté à l'unanimité.

## **7) AFFAIRES SCOLAIRES – CREDITS 2007/2008**

### **Rapporteur : Madame ANTONIADIS**

Comme chaque année, le Conseil Municipal est appelé à fixer le montant des crédits accordés par la Commune pour les fournitures scolaires et les activités périscolaires.

Pour mémoire, pour l'année 2006/2007, le Conseil avait alloué :

#### **Pour les fournitures scolaires**

➤ 28 € par élève des classes maternelles et primaires

#### **Pour les activités périscolaires**

➤ 51 € par élève du primaire

➤ 47 € par élève de maternelle (section des grands)

➤ 16,50 € par élève de maternelle (section des moyens et petits)

#### **Pour les frais de direction**

➤ 81 € par classe pour le Groupe scolaire B. Rabas et l'école maternelle Arc en Ciel

➤ 162 € pour la classe unique de l'école maternelle Sous les Vignes

➤ 81 € pour les fournitures nécessaires à la classe informatique.

Elle propose de revaloriser les crédits de 2 %.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**fixe** comme suit les crédits les crédits scolaires pour 2007/2008

**Pour les fournitures scolaires**

➤ 28,50 € par élève des classes maternelles et primaires

**Pour les activités périscolaires**

➤ 52 € par élève du primaire

➤ 48 € par élève de maternelle (section des grands)

➤ 17 € par élève de maternelle (section des moyens et petits)

**Pour les frais de direction**

➤ 82,50 € par classe pour le Groupe scolaire B. Rabas et l'école maternelle Arc en Ciel

➤ 165 € pour la classe unique de l'école maternelle Sous les Vignes

➤ 82,50 € pour les fournitures nécessaires à la classe informatique.

**décide** l'inscription des crédits nécessaires au Budget Primitif 2008 et le mandatement des crédits accordés pour les activités périscolaires courant janvier 2008.

Adopté à l'unanimité.

## **8) AFFAIRES SCOLAIRES – SUBVENTION ACDAP**

Ce point est reporté.

## **9) AFFAIRES SCOLAIRES – SUBVENTION USEP**

**Rapporteur** : Madame ANTONIADIS

Mme ANTONIADIS fait part au Conseil de la demande de subvention d'un montant de 779,58 € formulée par l'USEP (Union Sportive de l'Enseignement Primaire) en vue de permettre aux élèves du Groupe scolaire de participer aux activités sportives obligatoires dans le temps d'enseignement.

Elle précise que 549 participations ont été enregistrées durant l'année écoulée.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** d'accorder une subvention de 779,58 € à l'USEP.

Adopté à l'unanimité.

## **10) ALIENATION DE TERRAIN**

**Rapporteur** : Monsieur GRETHEN

Monsieur GRETHEN fait part à l'Assemblée de la nécessité de régulariser les limites de propriété entre le terrain appartenant à Monsieur et Madame CLEMENT et le chemin communal passant à l'arrière de leur propriété. En effet, Monsieur CLEMENT a empiété par erreur sur le chemin communal.

Un géomètre a effectué un procès-verbal d'arpentage afin de redéfinir les limites.

Monsieur CLEMENT doit céder à la Commune une parcelle d'un mètre carré (1 m<sup>2</sup>) et la Commune rétrocède à Monsieur CLEMENT 24 m<sup>2</sup> du chemin.

Avant d'effectuer la vente qui se fera au prix défini par les Domaines comme convenu entre les 2 parties, il est nécessaire de procéder au déclassement du domaine public communal d'une partie d'une voie de 0,24a cadastrée provisoirement section 9, n°C/0.17 6.

Monsieur GRETHEN précise que dans ce cas il n'y a pas lieu de faire procéder à une enquête publique. En effet la procédure de classement ou de déclassement d'une voie communale est dispensée d'une enquête publique lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie (2<sup>ème</sup> alinéa de l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière).

Monsieur QUINIO ne comprend pas pourquoi le prix défini est celui du Service des Domaines et propose de fixer un prix plus élevé.

Monsieur le Maire précise que ce dossier date de 2003 et qu'il souhaite que celui-ci soit enfin réglé.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** le déclassement du domaine public communal d'une partie de voie de 0,24 a (section 9, n° C/0.176.
- **autorise** le Maire à effectuer les démarches nécessaires en vue de l'inscription dans le domaine privé communal.
- **autorise** le Maire à procéder à la rédaction de l'acte administratif relatif à la vente de cette parcelle ainsi qu'à l'acquisition de la parcelle de 0,01 a (section 9, n°C/0176) au prix des Domaines.
- **nomme** Monsieur GRETHEN 1<sup>er</sup> Adjoint, comme représentant de la Commune lors de la signature de l'acte pour les parties communales, le Maire agissant en qualité de notaire.

Adopté à l'unanimité.

## 11) DEMANDE DE SUBVENTION

Ce point est reporté.

## 12) DROITS DE STATIONNEMENT 2007 - ACTUALISATION

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil les tarifs décidés pour les droits de stationnement 2005 :

- 45 € le ml pour un minimum de 121 €
- 45 € par jour pour les droits de stationnement à caractère d'animation à but lucratif.

Compte tenu de l'absence d'actualisation pour 2006, il propose d'actualiser ces tarifs de 4 % pour l'année 2007.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**fixe** les droits de stationnement 2007 comme suit :

- 47 € le ml avec un minimum de 126 €
- 47 € par jour pour les droits de stationnement à caractère d'animation à but lucratif.

Adopté à l'unanimité.

**13) DROIT DE PREEMPTION URBAIN**

**Rapporteur : Monsieur GRETHEN**

Monsieur GRETHEN informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

- Immeuble        rue des Sorbiers
- Terrain        rue du Baoêton (154 m²)

Le **Conseil Municipal**, l'exposé entendu,

**prend acte** de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain.

**14) DIVERS**

Monsieur le Maire donne connaissance de l'accord de la Société Protectrice des Animaux de PARIS pour engager une campagne de stérilisation des chats. Le siège central de la SPA va contacter le refuge d'ARRY afin de mettre en place cette campagne.

SCY-CHAZELLES, le 3 décembre 2007

Le secrétaire de séance  
André FLORI

Le Maire  
Jacques STRAUB